

l'importance de leur vote dans un cadre consensuel¹¹. Nombre de ces pays sont moins intéressés à « intégrer le développement au commerce » (le mot de code pour l'assouplissement des exigences de l'OMC à l'endroit des pays en développement) et préféreraient que l'on interprète littéralement l'expression « intégrer le commerce au développement », au sens d'une intensification du commerce grâce à un meilleur accès aux marchés. Les pays industrialisés peuvent-ils donner suite à ces vœux?

Enfin, une bonne part d'inconnu entoure toujours l'adhésion de la Chine à l'OMC à la fin de 2001. Puisque la Chine est l'une des grandes nations commerçantes du monde et que ses intérêts coïncident dans une certaine mesure avec les intérêts généraux des pays en développement (même si ces intérêts divergent sur d'autres plans), et puisqu'elle jouit d'une influence géopolitique inégalée hors de l'OCDE, son rôle dans le déroulement du Cycle de Doha demeure imprécis mais pourrait être important.

Les ADPIC

De bien des façons, l'âpre lutte intellectuelle à laquelle donne lieu l'Accord sur les ADPIC est au cœur même du débat plus général sur la gouvernance à l'échelle mondiale, devant a) le caractère intrusif des règles internationales dans le domaine des politiques intérieures, b) les pressions qui s'exercent en vue d'une harmonisation internationale et c) les conséquences pour les processus démocratiques de l'adoption de règles touchant la répartition intérieure du revenu dans le cadre des accords

¹¹ En outre, les pays en développement reçoivent aujourd'hui des conseils d'une foule de sources non officielles (certains organismes de la société civile ont été présentés comme offrant pratiquement « un secrétariat » aux pays en développement) et des organismes officiels. Bien que certains remettent en question l'efficacité du soutien venant des organisations de la société civile, ou la mesure dans laquelle cet appui est souhaité, d'autres voient dans ces organisations une source de soutien analytique qui vient renforcer la capacité des pays en développement d'élaborer des stratégies efficaces et d'exploiter au maximum leur pouvoir de négociation.